

L'épopée Gaulliste (1958-1970) / Emile Maakaroun. — Extrait de : Annales de philosophie et des sciences humaines. — N° 6 (1992), pp. 93-111.

Bibliogr.

Notes au bas des pages.

I. Gaulle, Charles de, 1890-1970 — Citations. II. France — Histoire — 1940-1945 (Occupation allemande).

PER L1044 / FP63325P

## L'EPOPEE GAULLISTE (1958 - 1970)

*Emile MAAKAROUN*

*«L'homme libre n'est point envieux; il admet volontiers ce qui est grand, et se réjouit que cela puisse exister»•*

*Hegel*

*«Etre grand c'est épouser une querelle»*

*Shakespeare*

*«Honneur à ceux qui ne baissent pas les yeux devant la destinée»*

*Clémenceau*

*«Les chefs veulent, les disciples souhaitent»*

*Nixon*

Pour Charles de GAULLE, la France est comme l'Eglise pour les croyants fervents. Avant Yvonne, c'est elle qu'il a épousée, écrivait André MALRAUX<sup>(1)</sup>. Mais il souffre parce qu'elle l'a trahi. Elle a opté quelquefois pour ses rivaux. En revanche, qu'a-t-il fait, toute sa vie, sinon forcer les Français à reconnaître sa grande valeur; les contraindre au cours des dures épreuves à la défendre, à sauver sa propre France? Etre Français, selon le Général, c'est faire en sorte que son pays ne meure pas. Maintes fois, il l'a faite contre la majorité des Français. Il en ressent, à cet effet, une **«amère et sincère fierté»**.

Sa célèbre réponse aux journalistes apparaît très significative **«Mais moi, j'étais la France»**.

Il évoque le passé, plus particulièrement, il surprend Winston CHURCHILL en disant **«Si je ne suis pas la France, qu'est-ce que je fais dans votre bureau?»**<sup>(2)</sup>.

Après l'appel du 18 Juin 1940, personne n'ose croire qu'il était la France.

(1) Les Chênes qu'on abat, p. 24.

(2) Ibid, p. 42-43.

Il a voulu l'être. S'adressant aux Français écrasés et vaincus, il a proclamé avec confiance et clairvoyance: la France existe. Qui, autre que lui, eut osé le dire? En effet, il dégustait le goût de la grandeur à sa façon. **«Quand tout va mal, dit-il, et que vous cherchez votre décision regardez vers les sommets; il n'y a pas d'encombrements».**

Pour l'ermite de Colombey-les-deux-Eglises, être grand c'est être solitaire sans toutefois être seul. La France est toujours omniprésente. Il ne sortira de sa retraite volontaire et ne reviendra de sa **«traversée du désert»**, que si l'on met le sort de la France en question. Il persiste, résiste sans faire du bruit, sans jeter un cri. Il croit fermement que c'est **«La plus grande gloire du monde, celle des hommes qui n'ont pas cédé»**. Plus encore, **«Le ciment de l'unité française, précise-t-il, c'est le sang des Français qui n'ont pas voulu connaître la honte de mourir sans avoir combattu».**

Son prestige est tributaire de divers éléments: Il est le libérateur, le solitaire vainqueur, l'intraitable, l'animateur de l'énergie nationale. Il est le seul homme que l'on ait pu opposer au désastre, en 1958, parce qu'il portait en lui la France. Sans le Général, le pays est tout à fait différent. Il incarne l'indépendance, non seulement celle de son pays, mais aussi celle de l'Afrique, de l'Indochine ou Vietnam. Et lorsque l'Histoire entre en jeu, il parle volontiers de lui en disant: de GAULLE, car un personnage n'est pas un individu.

Il sied de faire une rétrospective simple et modeste d'une partie de l'œuvre colossale de ce géant qui a dominé son siècle.

## I - La IV<sup>e</sup> République expire

Les quatre dernières années de la IV<sup>e</sup> République (1954 - 1958) marquent le déclin ou l'agonie de l'ère coloniale. La France y a perdu son prestige politique international. Paralysée qu'elle était par les nombreuses crises ministérielles, elle cède la place au Proche-Orient à la présence et à l'influence anglo-américaine, surtout à partir du Pacte de Bagdad et du Plan Eisenhower.

La politique française de cette époque fut marquée par de nombreuses erreurs commises tant au plan politique intérieur qu'au plan politique colonial. Voulant, tout conserver en Algérie, elle y a tout perdu. Le régime était devenu prisonnier des partis politiques, de leurs conflits idéologiques et de leurs querelles intestines. Pour le sauver, il fallait une courageuse

initiative qui puisse et sache concilier les intérêts de la France, et les droits légitimes des peuples de l'Empire. L'expérience MENDES-FRANCE est significative à cet égard. Après avoir réglé le problème indochinois, MENDES a opté pour une politique libératrice en Afrique du Nord. Il n'eut pas le temps de la mettre en œuvre. Renversé par l'Assemblée Nationale il céda le pouvoir à Edgar FAURE.

Après lui, Guy MOLLET n'eut guère plus de chance. En effet, au début de 1956, et après le triomphe de la gauche française, le nouveau Président du Conseil essaya de donner suite à certaines revendications légitimes du peuple algérien. Mal lui en prit. Les manifestations hostiles à cette nouvelle politique l'ont acculé, pour sauver le cabinet, à des positions extrémistes dont le moins qu'on puisse dire est que, si elles servaient les intérêts électoraux socialistes, elles portaient gravement atteinte à la réputation de la France. Dans ces circonstances cruciales, la France avait besoin d'une nouvelle vision politique conforme au sens de l'histoire et au rythme de l'évolution. A l'aube d'un monde nouveau, au moment du réveil des peuples soumis et colonisés en Afrique et en Asie, surtout après la Conférence de Bandoeng (avril 1955), la IV<sup>e</sup> République s'est comportée avec la mentalité de la Monarchie de Juillet 1830, incapable d'arrêter la vague nationaliste, déclenchant une série de conflits, de martyres et de luttes pour la liberté.

Deux erreurs notoires, aux conséquences multiples, doivent être ici signalées; l'enlèvement de certains leaders algériens et la participation française à l'attaque tripartite contre l'Égypte, en 1956; d'où la colère et la révolte du monde arabe qui isolent de plus en plus la France et l'écartent de la scène politique au Proche-Orient, au bénéfice des Etats-Unis, qui par leur célèbre ultimatum aux agresseurs, ont essayé de les supplanter dans cette partie du monde. On assiste alors à une guerre froide entre les pays occidentaux eux-mêmes.

Autre erreur aux conséquences imprévisibles: le massacre de Sakiyat sîdî Ben Yûsuf, perpétré par les troupes françaises, perpétuant la politique de répression suivie par Paris.

Comment ne pas évoquer, par contraste, l'autre visage chevaleresque et prestigieux de la France qui a inspiré autrefois à Benjamin Franklin ces paroles admirables que tout citoyen a deux nations: la sienne et la France<sup>(3)</sup>.

---

(3) Richard NIXON, *La vraie guerre*, p. 15.

## II - Putsch du 13 Mai 1958

La situation politique se détériore après la chute de Félix GAILLARD<sup>(4)</sup>. Des tentatives eurent lieu pour former un gouvernement. PLEVEN se refuse. Il reconnaît enfin qu'un cabinet de large union s'avère impossible à réaliser<sup>(5)</sup>. PELIMLIN lui succède et tente sa chance.

Mais un coup d'état donne à la crise une nouvelle envergure: le putsch du 13 Mai. Le **«Comité du salut public»**, présidé par le Général MASSU et fortement appuyé par le Général SALAN et ses compagnons, lance un appel au Général de GAULLE pour former un gouvernement de salut public en dehors des partis. D'autre part, il met Paris en garde tout en lui laissant le choix entre l'armée et de Gaulle.

- La gauche condamne cette insurrection et appelle à la grève.

- Les Socialistes proclament: le Général a renié la Constitution de la République.

- Les Syndicats accusent: la République est menacée par le Général et les factieux qui le suivent.

Le Président du Conseil Pierre PELIMLIN tâche de préparer une réforme de la Constitution pour éviter le retour de de GAULLE au pouvoir. Quant à ce dernier, il n'a jamais menacé les libertés publiques, mais les a, au contraire, rétablies. Une seule déclaration expressive et significative s'avère suffisante: **«je vais rentrer dans mon village et m'y tiendrai à la disposition du pays»**. En d'autres termes il est prêt à assumer le pouvoir selon le règlement.

Face à cette République accablée sous le poids de l'anarchie et la dissension des partis, un homme peut redresser la situation et sauver la France: le Général, l'homme du 18 Juin, l'ancien Chef de la France libre, qui dans sa longue et féconde retraite à Colombey-les-deux-Eglises, attend patiemment son heure. L'histoire frappe de nouveau à sa porte. Il demande les pleins pouvoirs pendant une durée déterminée pour élaborer une réforme de la Constitution qui sera proposée dans un référendum au peuple français.

Les événements se succèdent rapidement. La France est ainsi sujette à un chaos de propositions contradictoires. S'agit-il sérieusement d'une crise de régime?

---

(4) Par 321 voix contre 255, Pierre LIMAGNE, L'éphémère IV<sup>e</sup> République p. 391.

(5) L'Orient, n° 9744 du 4 Mai 1958, p. 1.

Enfin, la prise de position de René COTY, dernier Président de la IV<sup>e</sup> République, tranche la crise en faveur du Général. Dans un pathétique message à l'Assemblée Nationale, il déclare qu'il va démissionner à coup sûr si la Chambre n'investit pas le «**plus illustre des Français qui refusa la dictature pour établir la République**»<sup>(6)</sup>.

La crise prend ainsi fin. Le Président COTY incarne la voix du destin quand il fait appel à de Gaulle. Et ce dernier «**insupportable**» est ainsi devenu «**inévitable**».

Ironie du sort, le Putsch du 13 Mai avait pour objectif, en ramenant de Gaulle au pouvoir, le maintien de l'Algérie dans l'Empire. Combien pertinent nous apparaît, dès lors, ce mot d'André MALRAUX. «**Etre suivi sans être aimé est le plus beau destin pour un homme**»<sup>(7)</sup>.

### **III - De Gaulle: le premier Président de la V<sup>e</sup> République**

Le gouvernement provisoire présidé par le Général adopte le principe du scrutin uninominal d'arrondissement à deux tours. La France vote le 23 et le 30 Novembre. Le parti gaulliste U.N.R. (Union pour la Nouvelle République) remporte une victoire décisive: plus de 206 députés. Les Communistes subissent un grand échec: 10 députés seulement sont élus. Quant aux Socialistes, maintes personnalités ont échoué: PINEAU, LACOSTE, MOCH, DEFFERE et MITTERAND notamment. Même MENDES-FRANCE est battu dès le premier tour. Plus de la moitié des députés sont des nouveaux venus. Le 9 Décembre, le gaulliste CHABAN-DELMAS est élu Président de la nouvelle Assemblée. Le 21, le Général est élu Président de la République par les notables, selon la Constitution, pour sept ans.

Il va s'atteler à la tâche. Elle est immense, périlleuse, mais exaltante. Elle exige un génie qui soit à la fois un héros, un diplomate et un chef. De GAULLE est l'homme tout désigné.

### **IV - Réforme constitutionnelle**

De GAULLE a quitté le pouvoir en 1946, parce qu'il ne peut pas s'accommoder avec une règle qui met l'exécutif entre les mains des

---

(6) Pierre LIMAGNE, *La V<sup>e</sup> République*, p. 15.

(7) Olivier GUICHARD, *Mon Général*, p. 457.

députés. Si ses adversaires les appellent le Parlement, il les nomme le **«jeu dérisoire des partis»**. A Bayeux, c'est sur le terrain constitutionnel qu'il attaque. Il répète les mêmes idées au cours de ses discours devant les partisans de son parti R.P.F.

Lorsque la IV<sup>e</sup> République expire, et l'Histoire frappe une deuxième fois à sa porte, il pose une seule condition: le droit absolu de faire une nouvelle Constitution. Il a voulu éviter son erreur commise en 1946: laisser aux autres le soin d'accomplir cette mission. Il n'avait pas assez de temps à perdre. Il faisait la course contre la montre et brûlait les étapes pour assurer la stabilité, elle-même gage de survie. Que d'hommes de valeur ont perdu plus de la moitié de leur temps, pendant la IV<sup>e</sup> République pour tenter de convaincre des médiocres ou arbitrer des conflits personnels de la **«maison sans fenêtre»!** Il croit fermement que les hommes font les institutions et il n'y a de pouvoir que personnel, à condition, bien entendu, qu'il soit lucide et éclairé. Réhabiliter l'institution présidentielle est le premier objectif à atteindre. Il va patiemment bouleverser toutes les données, en consolidant l'Etat, voire en le rebâtissant sur de nouvelles et durables assises constitutionnelles. **«Ce que Louis XIV a cherché par un testament, de Gaulle veut le trouver par l'établissement d'un certain nombre de lois barrant la route du retour à l'anarchie»<sup>(8)</sup>.**

Le rêve du Général, en effet, a toujours été de trouver une règle de jeu qui réconcilierait avec lui-même **«ce peuple républicain qui n'aime que les monarques, ce peuple monarchique qui fait tomber la tête des princes»<sup>(9)</sup>.**

C'est Michel DEBRE, garde des Sceaux, qui jette les grandes lignes de la nouvelle Constitution, mais de GAULLE suivit de près les travaux. L'étude est soumise au comité consultatif constitutionnel pour l'étudier. En faveur de non, il y a le parti communiste, MENDES-FRANCE. François MITTERAND et les Socialistes qui ont suivi Edouard DEPREUX. Quant à Guy MOLLET, IL faisait partie du gouvernement provisoire présidé par de GAULLE. Les Français votent le 28 Septembre et appuient la nouvelle Constitution par une majorité qui dépasse 17 millions et demi de voix contre plus de quatre millions et demi environ.

Trois grandes périodes marquent l'évolution de cette Constitution qui

---

(8) Georges SUFFERT, Charles DE GAULLE, p. 228.

(9) Ibid.

semble être un difficile et habile compromis entre le pouvoir personnel et la démocratie.

\* 1958 - 1962: les grandes lignes de la Constitution souhaitée et prêchée en 1974.

\* En 1962, et après l'attentat du Petit-Clamart contre la vie du Général, le 22 Août, le référendum d'Octobre apporte un changement radical: le Président sera élu par le suffrage universel.

Notons à ce propos, que l'article 16 accorde le plein pouvoir au Président de la République au moment des difficiles épreuves: la rébellion des généraux, à titre d'exemple.

- Une troisième étape est à souligner à l'occasion des élections législatives de 1967. Pour de GAULLE, l'Etat est un Parlement, un gouvernement et un homme gardien de la loi et de la patrie. En 1967, Georges POMPIDOU est obligé de gouverner, en tant que Premier Ministre, par une majorité d'une seule voix. Tout le monde s'attend à l'écroulement du Régime. Pourtant, rien n'est sûr. L'équilibre est maintenu entre un Président muni de vastes pouvoirs, un Premier Ministre qui, en large mesure gouverne, et un Parlement dont il faut tenir compte. C'est ça la démocratie.

A noter qu'après un an, le parti gaulliste emporte une majorité écrasante de 300 députés. C'est dire combien les Français aiment changer de camp.

Il est vrai que les grandes peurs - la révolte des étudiants appelée révolution de Mai 1968 - et, en voie de conséquence la possibilité du retour de l'anarchie au pouvoir, mobilisent ce que l'on appelle parfois le marais, l'immense masse des gens peu motivés par la politique<sup>(10)</sup>.

Aux reproches et aux attaques de ses adversaires, le Général répond **«Quand a-t-on vu un dictateur en ballottage?»** Et MALRAUX d'ajouter **«Quand a-t-on vu un dictateur que la presse ne cesse d'attaquer?»**

Le Président actuel François MITTERAND, élu pour deux mandats consécutifs, qui a tant condamné la Constitution de la Ve République, ne cesse d'en profiter et n'y apporte jusqu'à présent aucune modification. L'équilibre est maintenu, même lorsque l'opposition actuelle était majoritaire et le gaulliste Jacques CHIRAC occupait le poste du Premier Ministre. L'Etat connaît jusqu'aujourd'hui une stabilité exemplaire.

---

(10) Pierre LIMAGNE, op. Cit, p. 316.



Cette œuvre est considérée comme étant une épopée gaulliste en matière constitutionnelle.

## V - Le Problème algérien et la décolonisation

Ayant gagné la bataille constitutionnelle, de GAULLE peut à présent se pencher sur le «cancer algérien». Pour comprendre sa politique algérienne, il convient, au préalable, de la rattacher à une vision globale propre au Général, et qui apparaît comme son trait distinctif: le chef de la France est fermement persuadé qu'on ne va pas, qu'on ne peut pas aller à l'encontre de l'histoire et qu'il faut vivre au rythme de l'évolution: il sait pertinemment que l'ère du colonialisme est à jamais révolue et que, tôt ou tard, l'Algérie, ainsi que tous les peuples colonisés, parviendront à l'indépendance. Mieux vaut pense-t-il, prendre les devants et instaurer un dialogue honorable et fructueux avec les Algériens, sans pour autant, indisposer l'armée et mécontenter la droite conservatrice et coloniale et sacrifier les «Pieds-Noirs».

Il faut, en outre, réduire au silence une gauche résolument hostile à la colonisation et qui travaille d'arrache-pied à saper les efforts du Général.

Ce dernier procède habilement et déploie des qualités incontestables de manœuvrier. Le processus entamé se résume à ce qui suit:

\* Voyage-éclair et discours d'Alger: «**Je vous ai compris!**» Il a tenu, semble-t-il, à attirer la sympathie et l'appui des «ultras». Mais comprendre ne signifie pas nécessairement approuver. Tout est mis en œuvre pour parvenir au dialogue et amener Français et Algériens à la table des négociations.

La ligne de conduite: souplesse dans la fermeté est appliquée à merveille.

\* La paix des braves: Octobre 1958.

\* La proposition du 16 Septembre 1959 où trois solutions font l'objet de consultation:

- Sécession;

- Francisation;

- Gouvernement des Algériens par eux-mêmes, appuyés par la France et en union étroite avec elle pour l'économie, l'enseignement, la défense et les relations extérieures.

\* La semaine des barricades: Janvier 1960. Le Général MASSU est

convoqué à Paris, le 19 Janvier, après avoir critiqué la politique algérienne du Général de GAULLE. La foule élève des barricades dans les rues d'Alger. Les forces de l'ordre et les manifestants échangent des coups de feu. Le Général réplique tout de suite. Il demande aux insurgés de rendre leurs armes, de «**rentrer dans l'ordre national**» et invite les commandants de l'armée à régler la situation et à établir l'ordre par tous les moyens disponibles. En tenue militaire, il condamne dans un discours radiodiffusé, le 29 Janvier, ceux qui ont tiré sur le service de l'ordre et tué de bons soldats et érigé des barricades. Il rend hommage aux Pieds-Noirs, reconnaît leur mérite et lance un appel pathétique «**à tous et à toutes**» de le soutenir quoiqu'il arrive. Il ne recule pas quoiqu'il lui en coûte. La légitimité de l'Etat tout d'abord.

Appuyé par la Métropole, il prend une position ferme et courageuse: je ne reviendrai pas sur ma politique d'autodétermination.

Enfin, après le rencontre DEBRE-MASSU, la guerre prend fin et l'armée intervient pour démanteler les barricades.

\* La reconnaissance de l'entité algérienne: Septembre 1960.

\* Le référendum du 8 Janvier 1961: le scrutin populaire constitue un moyen démocratique pour s'assurer de la confiance de la nation afin d'approuver une initiative primordiale. La France, pays démocratique de tradition, compte totalement, dans les moments décisifs, sur l'avis de son peuple, qui fut depuis 1789 à l'origine des pouvoirs. De GAULLE s'est montré toujours attaché à cette règle. Le processus de l'autodétermination entre en vigueur. Cet engagement suscitera des réactions défavorables parmi les «**ultras**» d'Algérie et dans les rangs de l'extrême droite en France.

De GAULLE appelle alors les Français à ratifier sa détermination, en vue d'assurer la bonne foi de l'opinion française devant le monde entier. Un référendum eut lieu le 8 Janvier 1961 où 75% en Métropole et 72% en Algérie votent oui pour de GAULLE.

\* La médiation du Président tunisien Habib BOURGUIBA: Février 1961.

\* La rébellion des Généraux: Avril 1961.

De nouveau, les factieux d'Algérie mettent la Ve République en danger. L'insurrection est organisée, cette fois, par une fraction de l'armée.

Jusqu'au dernier moment, le Général SALAN croit que le Général de GAULLE ruse dans sa politique algérienne. Mais après la reconnaissance de l'entité algérienne, le contact direct entamé à Melun, puis Evian, entre Paris

et le F.L.N. et la médiation de BOURGUIBA, la conception de **«l'Algérie française pour l'éternité n'a plus de sens»**, et le sort des «ultras» est en question. Déçu par l'homme qui lui doit son retour au pouvoir, SALAN intensifie ses démarches en vue d'entraîner l'affaire dans une nouvelle conjoncture, il œuvre pour le changement du pouvoir à Paris.

Tout a commencé le 22 Avril 1961, par une simple déclaration de CHALLE **«Je suis à Alger avec les Généraux Zeller et Jouhaud, et en liaison avec le Général Salan, pour tenir le serment de l'armée»**<sup>(11)</sup>.

A neuf heures du même jour, les quatre complices proclament l'état de siège et menacent tous ceux qui abandonnent l'Algérie. Ils ont évité la mêlée des «ultras» de la population civile qui se plaignent encore de l'insuffisance du soutien de l'armée lors des barricades.

Paris informé, un conseil restreint s'est tenu à Matignon dès cinq heures du matin. Louis JOXE est chargé de se rendre en Algérie pour étudier la situation sur place. Il rentre à Paris avec de mauvaises nouvelles. Le Premier Ministre DEBRE appelle au respect des intérêts de la nation. L'état d'urgence est aussitôt décrété.

De sa part, le Chef de l'Etat tient à recourir à l'article 16 de la Constitution qui lui permet de bénéficier des pleins pouvoirs. Il déclare dans une allocution télévisée du dimanche, parlant du **«quarteron des généraux»** en retraite, qu'ils **«ont hélas! hélas! hélas! bafoué l'Etat et défié la Nation»**. Il se montre ferme et précis: **«J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat.... d'exécuter aucun des ordres de ces rebelles»**.

D'autre part, les préparatifs sont pris à Paris pour se défendre contre une attaque préalable des paras d'Alger. On invite aussi **«les citoyens de bonne volonté à s'enrôler pour la défense de la République»**<sup>(12)</sup>.

Mais le déroulement de la rébellion se fait aux dépens des quatre complices.

En Algérie, les aviateurs ont refusé leur concours, quelques-uns même réussissent à gagner la Métropole. En vain, les quatre généraux déclarent qu'ils ne veulent rien tenter contre la Métropole. Ils finissent par reconnaître l'échec de leur tentative. Ils constatent que l'outil militaire répond mal à leurs impulsions.

---

(11) *Ibid*, p. 118.

(12) *Ibid*, p. 119.

\* Puis c'était l'impasse à Evian, et enfin de compte, le terrorisme de l'O.A.S. : l'attentat du Petit-Clamart le 22 Août 1962 tout particulièrement, auquel le Général a échappé par miracle, car les balles ne veulent pas de lui.

Ainsi, et malgré les risques et les obstacles, le Général a réussi la décolonisation : l'Algérie indépendante voit le jour, le 5 Juillet 1962, à la suite d'un référendum dont le résultat fut un triomphe pour la politique algérienne et libératrice du Général (91,23 % de Oui contre 0,25 % de Non).

L'on constate que le mystère du Général consiste à **«obtenir tous les soutiens sans se lier vraiment pour faire une politique déterminée à ne révéler que progressivement»**<sup>(13)</sup>. Il savait dès Juin 1958 que l'indépendance de l'Algérie était inévitable. Il n'a jamais cru à une Algérie française telle que la souhaitent ceux qui l'ont ramené au pouvoir. Il croyait, peut-être, à une entité politique particulière insérée dans la Communauté.

Ce qui est sûr c'est qu'il œuvre à travers ce problème critique pour que la France joue le rôle international qui lui revient. La position de la France doit être forte dans toutes les négociations prévues. Plusieurs ont cru que le facteur de temps travaillait contre lui. Mais il a prouvé qu'il avait raison.

Oui, de GAULLE a su, au moment opportun, prendre avec sagesse et courage une décision historique qui accordait l'indépendance à l'Algérie et sauvait en même temps la France. Il a compris cette profonde vérité : la véritable grandeur réside non dans la puissance matérielle, mais dans le triomphe des valeurs morales. La France n'est partie de l'Algérie militairement et politiquement que pour rentrer triomphalement, sur les plans économique et culturel ; et dans le monde arabe surtout après sa neutralité positive à l'égard du conflit israélo-arabe.

Plus, le Général a tenu à rendre à la France son rang. Pour cela, il a voulu réussir la décolonisation. L'Afrique noire est ainsi libérée de la tutelle française. En effet, l'indépendance et la liberté sont deux vocables dont il connaît le sens. Il veut refaire l'Etat mais au prix de la liquidation de l'Empire.

## **VI - Une France forte et développée**

Le Général a su placer le Régime au-dessus des partis, se rapprochant de la droite, par la modération de sa politique intérieure et, de la gauche, par

---

(13) Alfred GROSSER, *Affaires extérieures. La politique de la France (1944-1984)*, p. 162.

l'indépendance de sa politique extérieure, rendant à la France sa dignité et sa fierté nationales, lui redonnant un rôle primordial dans la politique européenne et l'alliance occidentale.

Pour pouvoir exercer son rôle, la France doit être forte et prospère. Il raisonne de cette façon: il n'y a pas d'indépendance possible sans puissance militaire. Or, cette puissance après Hiroshima, c'est la bombe atomique, et plus tard les fusées. Il jette, alors, les bases d'une arme atomique, il équipe la France d'une force de frappe nucléaire redoutable. D'autre part, il se retire de l'O.T.A.N. pour traduire effectivement l'indépendance totale de la France. Ce désengagement progressif français de cette alliance portait les dernières troupes américaines à quitter la France. Le centre du Pacte est désormais Bruxelles. Une époque se termine ainsi après avoir duré 20 ans environ.

En outre, il rétablira les finances en chargeant Antoine PINAY de relancer l'industrie et de développer le commerce. Le franc français renaît de ses cendres. Les produits agricoles et industriels sont pourtant en vogue, car la France entame des rapports amicaux avec tout le monde, le Moyent-orient et la Chine populaire notamment.

## VII - l'Europe

Il traite le problème de l'Europe avec une certaine importance particulière. L'Europe, pour lui, est un mot qu'il n'aime pas. Il s'agit pour lui d'un continent non d'une mystique. Qu'est-ce que l'Europe sans la Pologne, la Roumanie, la Tchécoslovaquie ou l'Autriche? Un autre chef européen lui tend la main. Celui-ci a osé dire trois fois non à Hitler<sup>(14)</sup> et cherche à rendre à l'Allemagne sa puissance tout en la débarrassant de ses vieux rêves de domination. Il œuvre pour une Allemagne liée sincèrement à la France. Il s'agit du Chancelier Konrad ADENAUER.

Ces deux «solitaires» qui savent tous les deux ce qu'est le malheur d'une grande puissance en décadence, se donnent la main. Le chancelier ouvrira les portes du Rhin devant le Général et le fera acclamer par son peuple. Le traité d'amitié est, en effet, signé le 22 janvier 1963.

Mais le Général conclut qu'il y a trop d'Amérique dans cette Europe que le Chancelier lui propose.

Le couple de GAULLE - ADENAUER s'est ultérieurement répété avec

---

(14) Richard NIXON, *Leaders*, p. 173.

Helmut SCHMIDT-Valéry-Giscard D'ESTAING, et actuellement avec François MITTERAND-Helmut KOHL.

### VIII - La guerre froide

Pour de GAULLE la guerre froide est finie. Il n'y a plus ni Ouest ni Est. Le temps du rideau de fer est révolu. Il faudrait éliminer cet esprit de Yalta qu'il détestait pour deux raisons: Il n'y a pas été convié et il a maintenu le partage de l'Europe.

Mais après le frisson de la guerre atomique à Cuba et l'évolution de la guerre des Etoiles, Moscou et Washington penchent sincèrement vers la combinaison pacifique, la coopération étroite sur tous les plans. Un grand revirement se fait remarquer dans l'Europe de l'Est, l'Allemagne et plus particulièrement dans l'Union Soviétique. De GAULLE avait bien raison. Il observait avec un œil d'aigle. C'est comme s'il s'attendait à l'écroulement du mur de Berlin, à la tempête de liberté qui a envahi les peuples soumis sous le joug du Communisme.

Au moment propice, il avait le courage, l'audace et la sagesse de dresser une ligne de conduite clairvoyante à l'égard des grands événements. Il a appuyé, il est vrai, Washington dans l'affaire de Cuba, en 1963, mais, en revanche, il a critiqué la politique américaine au Vietnam. Il avait toujours laissé une certaine distance dans ses rapports avec les Américains. Ce qui a porté Henry KISSINGER à évoquer le rôle du Président français de cette façon: **«De Gaulle était devenu le porte-parole des Etats-nations et de l'auto-européenne vis-à-vis des Etats-Unis... Là où les porte-parole américains mettaient l'accent sur l'association de Gaulle insistait sur l'équilibre»**<sup>(15)</sup>. Il n'hésite pas à le ranger avec Mao et Chou, les trois plus grands hommes qu'il lui ait été donné de rencontrer.

Grâce à la discipline gaulliste, la voix de la France, redevient, en effet, celle de la liberté concrétisée de cette façon: alliance sans intégration avec les Etats-Unis, détente sans alignement avec l'Union Soviétique, à sa seule initiative, reconnaissance de la Chine Populaire.

La politique clairvoyante, modérée et libératrice du Général eut valeur d'exemple et accrut son prestige personnel, considéré désormais comme l'homme sage aux conseils et à l'arbitrage duquel on a recours dans les situations épineuses et difficiles. Le témoignage du Président Richard

---

(15) Henry KISSINGER, A la Maison-Blanche. (1968-1973), p. 108.

NIXON en est la meilleure preuve: «Plus important encore, j'estimais que la coopération du Président de Gaulle serait essentielle pour mettre fin à la guerre du Vietnam et pour mon projet de nouvelle ouverture vers la Chine Communiste. La France entretenait des relations diplomatiques avec Hanoi et Pékin, et Paris serait le meilleur endroit pour créer un réseau de communication secret entre nous et eux»<sup>(16)</sup>.

### IX La guerre du 5 Juin 1967

Seul l'homme courageux peut prendre des mesures décisives. L'homme, qui avait redonné à la France, en 1940, sa dignité; en 1962, sa lucidité; l'a tendue également, en 1967, à sa grande mission humanitaire, en tant que grande puissance œuvrant pour la paix mondiale et la liberté des peuples. En effet, la France a suivi, dans les années soixante, une politique méditerranéenne basée sur le respect mutuel et l'interaction économique et culturelle. Sa neutralité était exemplaire. Elle condamnait tout genre d'agression.

A l'égard du monde arabe, sa politique s'est, en effet, beaucoup améliorée après le règlement de l'affaire algérienne. Ce grand revirement s'est manifesté précisément durant la guerre du 5 Juin.

Au cours de l'audience accordée à Mr Abba EBEN, Ministre des Affaires-Etrangères d'Israël, le 24 Mai 1967, le Général coupe le compte-rendu présenté par le diplomate israélien concernant la liberté de navigation dans le Golfe d'Akaba par cette phrase significative: «**Fermer des détroits est une chose, ouvrir le feu est une autre**». Il clôture l'entretien par ces mots: «**Ne faites pas la guerre. C'est le conseil d'un ami et d'un homme qui connaît la conséquence des choses**»<sup>(17)</sup>.

D'autre part, il propose une conférence des quatre grandes puissances pour régler pacifiquement la question.

Le 2 Juin 1967, le Communiqué publié à l'issue du Conseil des Ministres déclare que «**La France n'est engagée à aucun titre ni sur aucun sujet avec aucun des Etats en cause. De son propre chef, elle considère que chacun des Etats en cause, a le droit de vivre. Mais elle estime que le pire serait l'ouverture des hostilités. En conséquence l'Etat qui le premier et où que ce soit emploierait les armes, n'aurait ni son approbation ni, à plus forte raison, son appui**».

(16) Mémoires, p. 265.

(17) Yves CIJAU, Israël attaque, p. 85.

Le 3 Juin, le représentant israélien à Paris est convoqué par le Quai d'Orsay, où on lui fait part de la décision du Gouvernement français d'«**établir immédiatement en cas de conflit l'embargo sur les fournitures d'équipement militaire à destination du Moyen-Orient**»<sup>(18)</sup>.

En d'autres termes, c'est un avertissement à Israël, le seul pays qui utilise massivement du matériel français.

La 3ème guerre israélo-arabe n'a pas dépassé les six jours. Elle fut la plus coûteuse et la plus amère. La position du Général de GAULLE était en faveur du droit arabe et aux dépens d'Israël. Il a condamné un pays ami traditionnel et défendu les pays considérés historiquement comme des adversaires. Tout cela se ramène à une seule cause: la France avait une politique.

En effet, la France refuse d'accepter le fait accompli au Moyen-Orient. Le Général décrète l'embargo sur la livraison d'armes et de matériel à Israël et s'oppose à toute tentative israélienne d'annexer les territoires occupés. Il n'a même pas manqué d'accuser le pays hébreu d'ouvrir les hostilités.

La France a ainsi ouvert une nouvelle page dans ses rapports avec les pays arabes. Aucun obstacle ne peut désormais empêcher un rapprochement et une coopération fructueuse entre eux. D'où l'accueil favorable et amical qui lui fut réservé dans le monde arabe, ce vaste espace vital qui semblait l'apanage des visées américaines et soviétiques, et où la France s'est taillée à présent une place de choix que lui envie tous les pays d'Occident.

Ce credo français concernant la reconnaissance des droits légitimes de tous les peuples à la liberté, à la souveraineté et à l'indépendance traduit dans les faits l'esprit de la Révolution Française de 1789.

La politique de la neutralité positive exige du courage et de la sagesse, vertus qui n'ont pas manqué à de GAULLE et qui lui ont valu le respect et la reconnaissance de tous, même de ses adversaires traditionnels.

Pour le Général, l'art de gouverner consiste à comprendre le sens de l'histoire. Redevenue une grande puissance mondiale, la France ne peut que suivre le droit chemin.

l'itinéraire politique tracé par le Général pour la politique française au Proche-Orient et ailleurs, est devenu une sorte de charte intouchable ou inviolable par ses successeurs: en effet, ni le Gaulliste Georges POMPIDOU,

---

(18) Ibid, p. 120.



ou l'indépendant Valéry-Giscard d'ESTAING ou le socialiste François MITTERAND n'y ont apporté de modifications notables.

## X - Le Liban

L'amitié franco-libanaise est une réalité historique, une tradition et une constante. Un fil conducteur les joint surtout au temps des épreuves. L'entente est ainsi parfaite. Elle constitue, en effet, une ligne de conduite incontestable.

La France, à qui le Liban doit sa reconstitution dans ses frontières historiques, n'a jamais cessé de manifester son souci de sauvegarder l'intégrité territoriale et la souveraineté du pays des Cèdres.

Son intervention, en 1948, auprès d'Israël, pour obtenir l'évacuation de 14 villages du Liban - Sud est encore présente dans toutes les mémoires.

\* En 1958, en dépit de la situation en France, après le putsch du 13 Mai, le Général de GAULLE a accordé toute son attention à la crise libanaise. Il a fait des représentations à Londres et à Washington, se plaignant de ce que la France ait été mise à l'écart des délibérations et des préparatifs de deux puissances anglo-saxonnes concernant une éventuelle solution.

\* En 1968, une action spectaculaire des commandos israéliens eut lieu le 28 Décembre, à l'aérodrome de Beyrouth, où 13 avions civils de la Compagnie Middle East Airlines, dans laquelle la France détient une participation, ont été atteints. Les Israéliens ont utilisé des hélicoptères achetés à la France. Le Général explose: **«des hélicoptères français pour détruire des Caravelles fabriquées chez nous, dans un pays qui est notre ami, tout cela a été calculé, voulu»**<sup>(19)</sup>. Il envoie tout de suite Georges GORSE, ex-Ministre de l'Information, qui déclare: **«En raison de la profonde amitié qui lie la France au Liban, La France ne resterait pas indifférente devant une menace contre lui.»**<sup>(20)</sup>

Puis, il décide, le 3 Janvier 1969, d'appliquer contre Israël un embargo total sur les livraisons d'armements<sup>(21)</sup>, après avoir qualifié l'opération d'«**inacceptable**» et d'«**injustifiable**»<sup>(22)</sup>. Une réaffirmation ferme de

(19) Jean d'EXCRIENNE, *Le Général m'a dit*, p. 158.

(20) *Le monde* du 15 Janvier 1969.

(21) André FONTAINE, *Histoire de la détente*. p. 302.

(22) Alfred GROSSER, *op. cit.*, p. 249.

l'attachement de la France à l'indépendance et à la souveraineté du Liban est une fois de plus proclamée.

A son tour, le Président MITTERAND a tenu à venir à Beyrouth, le 24 Octobre 1983, à la suite du double attentat contre le quartier des Marines et le siège des Paras français, en vue de rassurer les Libanais sur l'engagement de la France déterminée plus que jamais à les soutenir.

## XI - L'achèvement

Après avoir calmé la révolte des étudiants en Mai 1968, qui étaient galvanisés par Daniel COHN-BENDIT, et infligé un échec significatif aux activités des syndicats des ouvriers de gauche, une manifestation monstre traverse les Champs-Élysées, présidée par Michel DEBRE et André MALRAUX, et éclipse ainsi les vains espoirs de MITTERAND et de MENDES de prendre le pouvoir.

La chambre est dissoute. Des élections eurent lieu le 23 et le 30 Juin. L'U.D.F. remporte 300 sièges.

Après cette victoire, si éclatante, de GAULLE se sépare de POMPIDOU et charge Maurice COUVE de MURVILLE de former un nouveau gouvernement.

De nouveau, il propose un référendum sur la région. Le 27 avril 1969, ce référendum met en jeu le poste du Chef de l'Etat. Les Français, las d'aller aux urnes, rejettent le projet par une majorité de 11,943, 233 voix contre 10,515,655, voix (soit 53% contre 47%) Après minuit, un communiqué surprend les Français: **«Je cesse d'exercer mes fonctions. Cette décision prend effet aujourd'hui à midi»**. C'était le départ sans retour.

A l'instar de la Grande-Bretagne avec Winston CHURCHILL, de l'Allemagne Fédérale avec Konrad ADENAUER, la France vient de manifester l'ingratitude des peuples forts.

Ironie du sort, les Français vont opter plus tard en faveur de ce projet élaboré par de GAULLE.

Il exprimait son destin et dictait l'histoire. Au dernier Conseil des Ministres, le Général s'est levé: **Eh bien, Messieurs, nous avons terminé... Alors, à Mercredi prochain. A moins que... Eh bien, dans ce cas là, une page d'histoire de France sera définitivement tournée.»**<sup>(23)</sup> Il prévoyait

---

(23) André MALRAUX, *op. cit.*, p. 33.

d'avance son départ définitif qui consistera un événement rare dans l'histoire des peuples civilisés, qui fera date. Michel DEBRE appelle le Général au téléphone, après minuit, pour exprimer sa fidélité et son dévouement, le Général lui répond **«Merci, cher ami. Nous avons chassé l'Allemand. Nous avons résisté aux Anglo-Saxons. Nous avons réduit les Communistes. Nous avons redressé la France. Nous n'avons jamais pu venir à bout de l'esprit de Vichy. C'est lui qui nous a battus aujourd'hui»**<sup>(24)</sup>. Il n'avait pas cette fois ni espoir ni désir de retour. Il pensait souvent à ces mots de STALINE: **«A la fin, il n'y a que la mort qui gagne»**. Au crépuscule de sa vie, il dominait de très haut ses détracteurs, Son existence légendaire illustre assez bien ce passage de Sophocle **«Il faut attendre le soir pour savoir combien belle a été la journée.»**

Le 9 Novembre 1970, de GAULLE meurt. La France perd son colosse. **«Pour les hommes de plus de 40 ans, c'est une époque qui se termine. Pour les plus jeunes, c'est un étonnement: un personnage étrange qui tout, au long d'une existence désormais légendaire, commencée à 50 ans, c'est à dire à un âge où quelques-uns songent au repos, avait affronté mille dangers»**<sup>(25)</sup>.

Ils présentaient qu'ils avaient côtoyé un héros révolutionnaire. Ils ne s'en étaient aperçus que le jour de sa mort. C'était un Oracle. Or l'Oracle s'est tu, c'était un monarque. Or il n'a pas laissé d'héritiers. Et André FONTAINE d'ajouter: **«Homme exceptionnel, promu par des circonstances exceptionnelles, il apparaît plus à l'aise au milieu des tempêtes que dans la banalité de la paix»**<sup>(26)</sup>.

Et MALRAUX de dire: **«Tout Français a été, est ou sera gaulliste.»**

A la question non formulée par le testament du Général **«Aux hommes et aux femmes de France de dire si j'ai servi convenablement ce pays»**, ils répondent oui. Le Jeudi, 12 Novembre 1970, l'unanimité nationale que le Général de GAULLE toute sa vie avait souhaitée est enfin réalisée. Mais il n'est pas là pour le constater. Ses concitoyens, autant que ses admirateurs dans le monde, découvrent, enfin, qu'il leur laisse une nostalgie: celle de la grandeur.

(24) Michel DEBRE, *Trois Républiques pour une France*, p. 51.

(25) Georges SUFFERT, *op. cit.*, p. 355.

(26) André FONTAINE, *La France au bois dormant*, p. 81.

## BIBLIOGRAPHIE

- \* **Richard NIXON** - Leaders, Paris, éd. Plon, 1984.
  - Mémoires, Paris, éd. Stanké, 1978.
  - La vraie guerre, Paris, éd. albin Michel, 1980.
- \* **Henry KISSINGER** - A la Maison-Blanche (1968-1973), Paris, éd. Fayard, 1979.
- \* **Olivier GUICHARD** - Mon Général, Paris, éd. Grasset, 1980
- \* **Michel DEBRE** - Trois Républiques pour une France, Paris, éd. Albin Michel, 1984.
- \* **André MALRAUX** - Les chênes qu'on abat, Paris, éd. Gallimard, 1971.
- \* **André FONTAINE** - Histoire de la détente, Paris, éd. Fayard, 1982.
- \* **Pierre LIMAGNE** - L'Ephémère IV<sup>e</sup> République, Paris éd. France-Empire, 1977.
  - La V<sup>e</sup> République, Paris, éd. France-Empire, 1978.
- \* **Yves CUAU** - Israël attaque, Paris, éd. Laffont, 1968.
- \* **Alfred GROSSER** - Affaires extérieures. La politique de la France (1944-1984), Paris, éd. Flammarion, 1984
- \* **Jean d'ESCRIENNE** - Le Général m'a dit, Paris, 1973.
- \* **Georges Suffert** - Charles de GAULLE, Paris, édition du groupe. Express, 1970
- \* **Le Monde** - 15 Janvier 1969.
- \* **L'Orient** - N° 9744 du 4 Mai, 1958.
- \* **André FONTAINE** - La France au bois dormant, Paris, Fayard, 1978.